



Assemblée générale

Distr. générale
16 août 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 75 b) de l'ordre du jour provisoire*

Promotion et protection des droits de l'homme :
questions relatives aux droits de l'homme, y compris
les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif
des droits de l'homme et des libertés fondamentales

Risques et impacts de la marchandisation et de la financiarisation de l'eau sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport présenté par le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, Pedro Arrojo Agudo, en application de la résolution [45/8](#) du Conseil des droits de l'homme.

* [A/76/150](#).



Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, Pedro Arrojo Agudo

Résumé

L'eau doit être considérée comme un bien public et doit être gérée de manière à garantir les droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement et la durabilité des écosystèmes d'eau douce. Cependant, la marchandisation de l'eau donne la priorité aux intérêts commerciaux et conduit à une appropriation privée progressive qui met en danger la fonction et la valeur de l'eau en tant que ressource au service de la vie, des droits de l'homme et de l'intérêt public. La financiarisation croissante de l'économie amène à gérer l'eau comme un actif financier. L'entrée récente de l'eau sur les marchés à terme, où règne une logique spéculative, en est un exemple inquiétant. L'expérience de la gestion de denrées alimentaires sur les marchés à terme fait apparaître une fréquence de hausses et de bulles spéculatives, et de volatilité des cours, avec des conséquences catastrophiques pour les plus pauvres. Si la dynamique spéculative des marchés à terme devait impacter le prix de l'eau sur le marché de l'eau d'un territoire, comme on l'a vu pour les denrées alimentaires, les coûts se répercuteraient sous forme de redevances pour l'eau et l'assainissement, augmentant ainsi le risque de défaut de paiement et de coupures d'eau pour les plus démunis. En dépit de ces impacts prévisibles, on laisse entendre que la marchandisation de l'eau et la spéculation constituent des moyens de mieux gérer les pénuries d'eau et un outil pour faire face aux disettes dues aux changements climatiques. Dans ce contexte, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement propose qu'une gouvernance démocratique de l'eau soit instaurée dans une perspective durable fondée sur les droits de l'homme et qu'au lieu de promouvoir la marchandisation et la spéculation financière de l'eau, des stratégies participatives d'adaptation aux changements climatiques soient mises en œuvre.

I. Introduction

1. Conformément à la résolution [45/8](#) du Conseil des droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, Pedro Arrojo Agudo, a pour mandat de recenser les difficultés et les obstacles qui entravent la pleine réalisation des droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, les lacunes que présentent leur protection, les bonnes pratiques et les facteurs favorables à leur application effective. Dans le présent rapport et conformément aux préoccupations, réflexions et recommandations formulées en 2020 par l'ancien Rapporteur spécial dans le précédent rapport à l'Assemblée générale ([A/75/208](#)), le Rapporteur spécial vise à évaluer les risques et les impacts de la marchandisation et de la financiarisation de l'eau, à proposer des moyens de les atténuer et de les prévenir, et à appeler à un large débat sur ces questions.
2. Aux fins de l'établissement du présent rapport, le Rapporteur spécial a organisé une consultation d'experts en ligne le 31 mai, le 1^{er} et le 3 juin 2021, et des consultations publiques les 14, 15 et 17 juin, pour examiner plus à fond les questions relatives au rapport. Il a par ailleurs reçu 97 communications en réponse à son appel à contributions.
3. Le Rapporteur spécial souhaite préciser le sens des termes fréquemment utilisés dans le rapport en relation avec la gestion de l'eau, à savoir « privatisation », « marchandisation » et « financiarisation ».
4. Conformément au rapport de l'ancien Rapporteur spécial, Léo Heller ([A/75/208](#)), « la privatisation » désigne la délégation de la gestion des services publics d'eau et d'assainissement à des acteurs à but lucratif, qu'il s'agisse d'entreprises privées ou de partenariats public-privé. La privatisation peut également désigner la propriété privée soit de l'eau en tant que ressource soit de l'infrastructure nécessaire à la gestion des services d'eau et d'assainissement.
5. La « marchandisation » de l'eau fait référence à l'eau en tant que ressource, pour autant qu'elle est traitée comme une marchandise selon la dynamique de l'offre et de la demande, aux fins de la fixation des prix des transactions du marché entre utilisateurs. Bien que, dans certains cas, l'eau puisse être une propriété privée, cette marchandisation s'opère dans la plupart des cas sur la base des transactions commerciales de l'eau liées aux concessions accordées dans ce domaine (droits ou licences d'utilisation de l'eau), l'eau étant officiellement une propriété publique.
6. Le terme « financiarisation », en tant que phénomène mondial qui domine l'ensemble de l'économie, est utilisé pour désigner la gestion de l'eau comme un actif financier dont la valeur est gérée sur les marchés financiers, en particulier les marchés à terme, selon la logique et les stratégies spéculatives qui prévalent sur ce type de marché, où les grandes banques et les investisseurs institutionnels sont les principaux acteurs. Il est également utilisé pour refléter l'influence croissante de ces acteurs financiers dans le développement des infrastructures des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène et dans les prises de participation des opérateurs privés qui gèrent ces services, imposant de ce fait la logique de spéculation et d'ingénierie financière qui prédomine dans le monde de la finance.
7. L'eau est, avec l'oxygène, l'un des éléments clefs de la vie. Pour cette raison, elle a toujours été considérée comme un bien commun. Avec le rôle croissant de l'État, l'eau, à l'instar des autres biens communs, est désormais considérée comme un bien public ([E/C.12/2002/11](#), par. 1), qui doit être géré dans l'intérêt public.
8. Cependant, selon la perspective néolibérale apparue dans les années 1970, l'eau est considérée comme un bien économique qui, selon la logique du marché, doit être géré comme une marchandise. Cette approche a conduit non seulement à la promotion

de stratégies de privatisation de la gestion des services d'eau et d'assainissement, mais aussi à la marchandisation de l'eau. Cette vision a récemment conduit à faire de la gestion de l'eau un actif financier sur les marchés à terme de Wall Street.

9. L'eau est un bien public, mais la marchandisation des droits d'utilisation de l'eau conduit à l'appropriation privée progressive de facto de la ressource au travers de sa gestion comme propriété exclusive de ceux qui en détiennent les droits d'utilisation, affaiblissant ainsi les règles et les priorités établies dans les systèmes de concession (notamment le cadre juridique d'attribution des licences d'utilisation de l'eau). Cette évolution met en péril non seulement l'exercice des droits de l'homme, en particulier pour les personnes qui vivent dans la pauvreté, mais aussi la durabilité des écosystèmes aquatiques.

10. Dans le contexte de la financiarisation croissante de l'économie, un exemple inquiétant en est l'entrée récente de l'eau sur les marchés à terme en tant qu'actif financier devant être géré selon la logique spéculative dominante sur ces marchés. En outre, le déficit des finances publiques destinées à couvrir les investissements nécessaires dans les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène face aux changements climatiques est présenté comme un argument pour justifier les stratégies de financiarisation des infrastructures des services d'eau et d'assainissement.

11. Les risques croissants de pénurie d'eau dus aux changements climatiques menacent toutes les utilisations de l'eau, mais singulièrement celles liées à la jouissance des droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement des plus démunis. Dans ce contexte, la marchandisation de l'eau et la spéculation sont présentées comme des moyens de gestion plus efficaces des pénuries d'eau. La vérité est qu'elles accroissent la vulnérabilité des plus démunis et accentuent le caractère non durable des écosystèmes aquatiques – les deux facteurs clefs pour comprendre la crise mondiale de l'eau. Le Rapporteur spécial insiste sur la nécessité de promouvoir une approche globale de la gestion de l'eau – en ayant recours à la « pensée systémique » – qui prend en compte la diversité des fonctions et des utilisations de l'eau, et met l'accent sur les services d'eau et d'assainissement. Dans cette approche intégrée, la restauration de la santé et de la durabilité des écosystèmes aquatiques est essentielle à la réalisation des droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement des plus démunis. Sur la base de cette approche, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement propose qu'au lieu de promouvoir la marchandisation et la spéculation financière de l'eau, les questions de pénurie d'eau soient traitées plus efficacement par une pratique de gouvernance démocratique de l'eau selon une démarche fondée sur les droits de l'homme et par la mise en œuvre de stratégies participatives d'adaptation aux changements climatiques.

A. Valorisation de l'eau selon une perspective historique

12. Le Rapporteur spécial, dans son prochain rapport au Conseil des droits de l'homme ([A/HRC/48/50](#)), a expliqué sa position sur le fait que l'eau peut être considérée comme un bien public :

« L'eau est un bien commun, qui a un caractère public en raison de ses fonctions essentielles pour les écosystèmes et pour le bien-être social dans la société complexe d'aujourd'hui. L'État doit donc veiller à ce que l'eau continue de remplir ces fonctions, en garantissant une gestion démocratique et participative de cette ressource. Dans cette optique, le Rapporteur spécial reprend à son compte l'affirmation énoncée par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels dans son observation générale n° 15 (2002), selon laquelle l'eau est un bien public essentiel à la vie et à la santé (par. 1). Cependant, les peuples autochtones et les communautés rurales qui, aujourd'hui encore, gèrent l'eau au

niveau communautaire devraient pouvoir continuer à le faire et l'État devrait leur donner les moyens d'assurer cette gestion, notamment en leur apportant l'appui nécessaire aux fins de la protection des ressources en eau et des écosystèmes connexes. ».

13. Pour mieux comprendre les valeurs en jeu dans les différentes utilisations et fonctions de l'eau, il est utile de faire un bref historique de la façon dont ces valeurs ont été appréhendées dans le monde au cours des derniers siècles à partir des lignes de pensée dominantes concernant la gestion de l'eau. Le changement de paradigme, de Mère Nature, qui prévalait dans toutes les cultures ancestrales, à la domination de la nature qui s'est développée à partir du XVII^e siècle en Europe avec la Renaissance et l'empirisme scientifique, a fait que les utilisations productives de l'eau, qui ont sans doute toujours été appréciées, ont fini par prendre le dessus sur sa valorisation en tant que ressource.

14. Le paradigme de la domination de la nature s'est développé dans le domaine de la gestion de l'eau lorsque le génie civil a rendu possible la construction, dans un premier temps, de rivières artificielles au XVIII^e siècle, sous forme de grands canaux affectés au transport de marchandises et, par la suite, de grands barrages pour réguler les débits énormes de cours d'eau et les détourner vers des endroits où ils pourraient être utiles pour toute une série d'activités productives et de services.

15. En Europe occidentale, les approches libérales qui prédominaient au XIX^e siècle ont transféré la responsabilité du financement et de la gestion au secteur privé. Cependant, en raison de l'importance des investissements et des difficultés de recouvrement des coûts, l'État a dû prendre en charge à la fois les efforts d'investissement et la gestion des infrastructures. Les États-Unis d'Amérique ont été, dans une large mesure, à l'origine de ce modèle de gestion publique par la création de grandes institutions publiques telles que le Bureau of Reclamation et le Corps d'ingénieurs de l'armée (United States Army Corps of Engineers), qui ont été chargées de financer, de construire et de gérer des milliers de grands barrages et d'infrastructures hydrauliques. L'utilisation des ressources en eau qui en ont résulté s'est faite en partage par la concession (délivrance ou octroi de licences) de droits d'utilisation de l'eau. Dans ce cadre, l'État est propriétaire de l'eau, mais son utilisation est attribuée à des acteurs privés ou publics (agriculteurs, entreprises et municipalités, par exemple) pour de longues périodes, à des tarifs généralement bas. L'État assume la responsabilité de veiller à ce que, grâce aux efforts économiques de tous les acteurs, l'utilisation des réserves d'eau disponibles soit conforme à l'intérêt public.

16. Tout au long du vingtième siècle, ce modèle de gestion, qui s'est étendu des pays occidentaux à une grande partie du reste du monde, a fait l'objet d'altérations et de partis pris notables qui ont favorisé de puissants intérêts économiques organisés en plusieurs groupes de pression. Depuis le début, dans la mesure où elles favorisaient des activités de développement productif, les approches de gestion de l'eau dites de l'offre, selon lesquelles il incombe à l'État de financer les ouvrages hydrauliques et de les subventionner comme projets déclarés d'intérêt public, ont été privilégiées, mais sans qu'aucune étude économique ne permette même d'en comparer les coûts et avantages. Bien que ces efforts publics aient toujours été justifiés au nom de l'intérêt public, les bénéfices ont fini par aller aux lobbies les plus puissants, tandis que les impacts, tels que l'inondation de villages et de vallées habitées, frappaient les populations marginalisées et appauvries. Ces partis pris, ainsi que les effets de plus en plus marqués sur l'environnement, ont en définitive jeté un doute sur les avantages

de ces stratégies pour l'intérêt public, comme le montre clairement l'évaluation globale élaborée par la Commission mondiale sur les barrages¹.

17. À partir des années 1970, le néolibéralisme naissant a constitué un contrepoint critique au modèle de gestion publique en vigueur tout au long du vingtième siècle. Le néolibéralisme perçoit l'eau comme un bien économique qui peut être divisé, approprié et marchandisé, écartant ainsi autant que possible l'approche écosystémique découlant du paradigme de la durabilité, tout en faisant valoir la rationalité du marché contre l'inefficacité de l'État dans la gestion de l'eau.

18. Au Chili, par exemple, avec l'approbation du code de l'eau en 1981, les droits d'usage de l'eau, accaparés pour l'essentiel par de puissants secteurs économiques, peuvent s'acheter et se vendre librement. Sur ce, l'ancien Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Margaret Thatcher, a privatisé aussi bien les infrastructures d'eau et d'assainissement que la gestion des services y afférents. De nouvelles stratégies de gestion de la privatisation ont vu le jour par le biais de contrats, ainsi que des modèles commerciaux de partenariat public-privé institués par les grandes multinationales du secteur. Dans cette approche, l'eau en tant que ressource et les infrastructures de base ne sont généralement pas privatisées, mais gérées au titre de contrats à long terme signés entre les municipalités responsables du service et des opérateurs privés.

19. L'ancien Rapporteur spécial avait analysé ces processus de privatisation et mis en garde contre les risques qu'ils faisaient peser sur la réalisation effective des droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, dans un contexte où le profit des entreprises constitue généralement le facteur dominant.

B. Valorisation de l'eau aujourd'hui

20. On observe aujourd'hui une crise mondiale de l'eau sans précédent, aussi préoccupante que paradoxale, sur notre planète dite « la planète de l'eau, la planète bleue ». C'est cette vision qui a été portée par le Rapporteur spécial dans le document [A/HRC/48/50](#).

21. Récemment, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, le 22 mars 2021, ONU-Eau a invité tout le monde à réfléchir à la valeur de l'eau. Ce jour-là, il a publié ses réflexions sur la nécessité d'établir des priorités juridiques pour les différents usages et fonctions de l'eau à partir des aspects éthiques ci-après : l'eau pour la vie ; l'eau pour les fonctions, utilisations et services d'intérêt public ; l'eau pour le développement économique ; et l'eau dans les utilisations qui mettent en danger la vie et la santé publique.

22. De l'avis du Rapporteur spécial, il faut accorder la plus haute priorité à l'eau pour la vie, dans les utilisations et les fonctions qui soutiennent la vie en général et en particulier, la vie et la dignité des personnes. Le deuxième niveau de priorité doit être l'eau dans les fonctions, services et activités d'intérêt public. L'eau comme levier de développement économique doit être gérée à un troisième niveau de priorité. Enfin, les utilisations de l'eau qui mettent en danger la vie et la santé publique doivent être proscrites.

23. Le Rapporteur spécial conçoit que nombre des valeurs et des fonctions de l'eau vont au-delà de la logique du marché. Certaines valeurs liées aux utilisations et aux fonctions de l'eau ne sont pas systématiquement monnayables, comme la santé, la cohésion sociale, la durabilité d'une zone humide ou l'exercice des droits de l'homme.

¹ Voir Commission mondiale des barrages, *Dams and Development: A New Framework for Decision-making* (Londres et Sterling, VA, Earthscan Publications Ltd, 2000).

Pour le Rapporteur spécial, les approches économiques qui imposent une évaluation monétaire de toute une série de valeurs et considèrent la nature comme un « capital naturel » pour la gérer selon la logique du marché relèvent de l'incohérence. En soulevant ces questions, le Rapporteur spécial n'entend pas critiquer le marché en soi, mais il s'interroge sur le fait qu'il soit un outil approprié pour gérer des valeurs qu'il ne peut reconnaître.

II. Marchandisation de l'eau

A. Accroissement de l'appropriation privée de l'eau

24. Il est reconnu dans le premier principe de la Déclaration de Dublin sur l'eau dans la perspective d'un développement durable de 1992 que l'eau est indispensable à la vie, au développement et à l'environnement. Il est indiqué dans le quatrième principe que l'eau devrait être reconnue comme un bien économique – approche qui sert de base au fait que l'on considère l'eau comme un actif financier, comme on l'a vu pour les biens économiques en général, sous la dynamique de la financiarisation de l'économie.

25. La gestion publique a sans doute souffert de rigidité, d'opacité et de bureaucratie au fil des décennies, et les sécheresses de la fin du XX^e siècle ont mis ces problèmes en évidence dans plusieurs pays. On y a trouvé des arguments pour promouvoir des réformes qui permettent d'acheter et de vendre des droits de concession sur l'eau, l'objectif étant de rendre le système de concession plus flexible pour mieux gérer les pénuries.

26. Les différents marchés de l'eau qui ont vu le jour étaient initialement soumis à des conditions réglementaires, liant la durée des contrats aux cycles de sécheresse, mettant en place des restrictions environnementales ou prévoyant des compensations pour impacts subis par des tiers. De manière générale, l'influence d'acteurs puissants et l'inégalité d'accès à l'information ont entraîné des problèmes d'opacité croissante, alors qu'étaient assouplies ou disparaissaient les mesures réglementaires, favorisant ainsi l'appropriation privée progressive de l'eau². Dans ce contexte, la gestion de l'eau comme une marchandise a affaibli non seulement sa perception comme bien public, mais aussi le rôle de l'État comme garant de l'intérêt public, de la jouissance des droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement et de la durabilité des écosystèmes aquatiques, dans la mesure où la logique du marché ne prend pas en compte ces valeurs et ces droits.

27. Dans cette approche marchande, l'allocation d'eau pour garantir la durabilité des écosystèmes aquatiques a également eu tendance à être gérée par le marché dans un certain nombre de pays où les marchés de l'eau ont été légalisés, de sorte que l'environnement y est considéré non pas comme la base de la vie, mais comme un utilisateur parmi d'autres. C'est le cas de l'État de Californie aux États-Unis, où, entre 2003 et 2011, l'eau achetée pour des besoins environnementaux a représenté 20 % du volume total échangé sur les marchés de l'eau³. Et ce, malgré la doctrine de la fiducie d'intérêt public du pays – selon laquelle certaines ressources naturelles, comme l'eau, sont considérées comme des biens publics – et les décisions telles que celle relative au lac Mono, qui exigent que l'utilisation de l'eau soit « bénéfique pour l'intérêt

² N. Hernández-Mora et L. Del Moral, « Developing markets for water reallocation; revisiting the experience of Spanish water mercantilization », *Geoforum*, vol. 62 (juin 2015) p. 143 à 155.

³ Voir Ellen Hanak, « A California postcard: lessons for a Maturing Water Market », dans *Routledge Handbook of Water Economics and Institutions*, K. Burnett et autres (eds.) (Routledge, 2015).

public » et comptent l'écologie au nombre des objectifs de confiance publique⁴. La législation européenne sur l'eau (directive-cadre dans le domaine de l'eau [2000/60/CE]), conforme à la doctrine de la fiducie d'intérêt public des États-Unis, est plus claire et considère les débits écologiques comme des restrictions aux utilisations productives, évitant ainsi toute dissonance entre besoins environnementaux et demandes productives.

28. En outre, la priorité accordée aux usages personnels et domestiques, reconnue par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels dans son observation générale n° 15 (2002) et établie par la loi dans de nombreux pays, a généralement été reléguée et remplacée par l'achat de droits, qui comporte le risque de prix exorbitants et inabordables pour les personnes vivant dans la pauvreté. Pour en revenir à l'exemple de la Californie, les villes sont les principaux bénéficiaires de l'eau commercialisée, en particulier pendant les périodes de sécheresse (environ 40 % entre 2003 et 2011)³.

29. Le développement des marchés de l'eau a, en fait, conduit à contourner les possibilités offertes par les systèmes de concession pour ajuster et adapter, à chaque instant, l'approvisionnement réel en eau à la disponibilité de l'eau. Toute concession établit une licence d'utilisation d'une quantité d'eau spécifique, mais aussi, du fait de la sécheresse, il y a moins d'eau disponible, l'institution responsable réduit l'approvisionnement en eau prévu dans la concession en fonction de l'eau disponible. En outre, l'approvisionnement en eau doit respecter les priorités d'utilisation établies par la loi, telles que l'approvisionnement domestique ou les débits écologiques. Les systèmes de concession offrent la possibilité de revisiter les droits d'eau et à terme, de les redimensionner ou d'exproprier la concession des droits de licence si l'intérêt public l'exige, contre le versement d'une indemnisation équitable prévu par la loi.

B. Expériences des marchés de l'eau dans le monde

30. Le Code de l'eau institué en 1981 par l'ancien dirigeant du Chili, Augusto Pinochet, a entraîné la privatisation de fait de l'eau et sa marchandisation. Au Chili, comme dans de nombreux autres pays, les droits sur l'eau étaient pour l'essentiel des droits d'irrigation de terres. Pour faciliter leur marchandisation, la loi a dissocié les droits d'usage de l'eau des terres. En outre, les débits des rivières ont en grande partie été attribués à de grandes entreprises hydroélectriques, qui ont pu depuis lors les exploiter ou les vendre. À ce jour, la législation chilienne sur l'eau a été l'expression la plus achevée de la privatisation et de la marchandisation de l'eau ; aujourd'hui, l'élaboration d'une nouvelle Constitution, qui devrait être achevée dans un an, permettra de modifier le Code de l'eau.

31. D'autres marchés de l'eau ont été approuvés à la fin des années 1980 ; ils représentaient une forme moins extrême de logique du marché, face à une longue sécheresse en Espagne et en Californie, et aux crises de surallocation de ressources en eau dans le bassin de Murray Darling en Australie. Dans le cas de l'Australie, le marché a évolué lentement tout au long des années 1990 comme outil de réallocation des ressources hydriques par l'achat et la vente de droits d'usage, mais a connu une croissance plus rapide dans les années 2000 avec le processus de déréglementation. En Californie, le commerce de l'eau a été présenté comme un moyen d'encourager les économies, mais surtout de transférer des concessions d'utilisation de l'eau selon le principe consacré du « premier arrivé, premier servi » (doctrine juridique selon laquelle le premier à s'approprier l'eau pour une « utilisation bénéfique » a le droit

⁴ Voir Cour suprême de Californie, *National Audubon Society v. Superior Court of Alpine County*, 33 Cal. 3d 419 (1983).

de continuer à l'utiliser à cette fin) aux utilisateurs les plus productifs qui peuvent payer plus pour acquérir ces droits sur le marché. En Espagne, en 1999, deux options de marché pour les droits de concession ont été proposées : les centres d'échange et les contrats de cession. Les centres d'échange, qui reproduisent en grande partie le modèle des banques d'eau californiennes, sont des institutions par lesquelles les organismes publics responsables de la gestion des bassins peuvent reprendre des droits de concession en prévision d'éventuelles sécheresses en octroyant une compensation financière à cet effet. Les contrats de cession sont des accords entre parties privées. Ces deux options, initialement limitées à la gestion des pénuries pendant les cycles de sécheresse, étaient soumises à des dispositions réglementaires qui ont été progressivement assouplies.

32. Si l'Australie, le Chili, l'Espagne et les États-Unis ne sont pas les seuls pays où les marchés de l'eau ont été légalisés, ce sont ceux qui ont les expériences les plus abouties de ce type de pratique. Selon un rapport de 2016 de Nature Conservancy, 37 pays ont un marché de l'eau⁵. Toutefois, en se concentrant sur les quatre pays précités, l'objectif est de déterminer les tendances qui caractérisent la marchandisation de l'eau et d'évaluer leurs implications pour les droits de l'homme.

33. Deux des problèmes les plus graves qui devraient être traités comme des problèmes de rareté sur les marchés de l'eau sont la surexploitation des aquifères et la surallocation des droits d'usage de l'eau au-delà de la disponibilité durable réelle des débits des écosystèmes hydriques. Ces deux problèmes ont été créés par des approches de gestion non durables et seront sans aucun doute aggravés par les changements climatiques. Dans de nombreux aquifères, l'approche des eaux souterraines comme bien privé a facilité une exploitation individualiste et excessive. Dans les cas de surallocation de droits d'usage de l'eau publique (c'est-à-dire lorsque les agences de l'eau attribuent des droits d'usage de l'eau au-delà de la disponibilité réelle des cours d'eau ou des aquifères), la responsabilité incombe aux institutions gestionnaires. Dans l'un ou l'autre cas, les marchés de l'eau ne règlent pas les problèmes, mais les compliquent plutôt dans la mesure où il convient de faire une distinction entre ce que l'on appelle les « droits sur papier », qui n'offrent aucune garantie réelle de disponibilité de l'eau, et les « droits humides », qui garantissent la disponibilité de l'eau. En tout état de cause, l'approche du marché ne traite pas de la non-durabilité comme étant la cause profonde du problème et ne reconnaît pas comme priorité essentielle les droits de l'homme, les débits écologiques et la primauté des utilisations d'intérêt public sur les intérêts privés.

34. Bien que les différents marchés de l'eau s'inscrivent dans des contextes historiques et politiques, ils présentent, dans les quatre pays considérés, des éléments communs qui peuvent être résumés comme suit :

- a) Dissociation de l'eau de la terre pour permettre la marchandisation de l'eau ;
- b) Déréglementation des échanges de droits d'usage de l'eau entre utilisateurs et entre différentes utilisations ;
- c) Passage d'une tarification publique réglementée, généralement pour le recouvrement des coûts sans but lucratif, à une tarification de l'eau compatible avec les mécanismes de prix de marché ;
- d) Augmentation de l'appropriation privée de fait de l'eau, de la marginalisation des utilisateurs vulnérables et du mépris pour les tiers concernés et les valeurs non productives ;

⁵ The Nature Conservancy, « Water share: using markets and impact investment to drive sustainability », p. 12.

e) L'environnement tend à devenir un acteur du marché comme un autre, obligeant l'État à acheter des droits d'usage de l'eau pour assurer la durabilité des écosystèmes.

C. La voie à suivre : gérer les pénuries en s'appuyant sur une gouvernance démocratique de l'eau

35. De l'avis du Rapporteur spécial, si nombre des critiques formulées à l'encontre du modèle de gestion publique qui a prévalu tout au long du XX^e siècle sont justifiées, le modèle néolibéral n'est en revanche pas la bonne alternative. Il est hors de doute que la non-durabilité de l'approche axée sur l'offre rend nécessaire une redéfinition de la notion d'intérêt public au XXI^e siècle selon le nouveau paradigme de durabilité et de la priorité, d'une part, de garantir les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, d'autre part, de renforcer la perception de l'eau comme un bien public. Il est également nécessaire de remédier au manque de justification économique des approches axées sur l'offre en promouvant une nouvelle logique économique durable fondée sur une approche écosystémique. En d'autres termes, les cours d'eau ne sauraient plus être gérés comme de simples canaux de ressources en eau, mais comme des écosystèmes vivants. Au total, il faut promouvoir une gouvernance démocratique de l'eau qui garantisse les droits de l'homme et la durabilité environnementale, la transparence et la participation publique étant les clefs pour combattre l'opacité bureaucratique et favoriser l'efficacité.

36. Dans les cas de surexploitation d'aquifères où les eaux souterraines sont privées, il est nécessaire, avant tout, d'établir un contrôle public sur ces aquifères pour promouvoir des plans de gestion et revisiter les droits d'usage de l'eau existants, l'objectif étant d'assurer la durabilité, la priorité de l'approvisionnement en eau potable et la réalisation des droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, avec la participation de toute la population concernée. En cas de surallocation des droits d'usage sur l'eau publique, il est nécessaire de préciser que ces droits seront exercés en proportion de la disponibilité réelle de l'eau ou de promouvoir un processus de réexamen des droits de concession par la transparence, une large participation publique et une compensation équitable, afin de garantir, d'une manière ou d'une autre, la durabilité et la priorisation des droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement.

37. Au-delà du respect des limites de durabilité et de la priorité accordée aux droits de l'homme, des outils, institutions et stratégies économiques s'imposent pour promouvoir une utilisation et une gestion responsables, efficaces et durables de l'eau. À cet égard, il faut rappeler que la logique de marché n'est pas la seule logique économique possible ; il existe bon nombre d'outils économiques qui reposent sur des lignes de pensée comme l'économie écologique ou l'économie institutionnelle qui peuvent et doivent être utilisées pour intégrer les droits de l'homme et la durabilité environnementale dans la gouvernance démocratique de l'eau comme bien public.

38. Un exemple de ces outils économiques pourrait être la stratégie de tarification des services d'eau et d'assainissement selon un système de blocs de consommation dont les prix varient. Le bloc de base, ajusté à ce qui est considéré comme la quantité nécessaire pour mener une vie digne et dans le respect des droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, devrait être abordable et même gratuit dans certaines circonstances. Le deuxième bloc de consommation pourrait avoir un taux de recouvrement des coûts. Les blocs de consommation les plus élevés devraient avoir des prix beaucoup plus élevés, générant ainsi un système de subventions croisées allant des usages dispendieux aux usages de base. La logique de marché voudrait que l'on fasse l'inverse, en faisant payer moins cher les blocs de consommation plus élevée pour encourager la consommation et, à terme, augmenter les profits.

Cependant, selon le Rapporteur spécial, les services d'eau et d'assainissement devraient être non pas des entreprises à but lucratif, mais des services d'intérêt public, accessibles à tous et ayant un impact minimal sur l'environnement. Une telle stratégie de tarification peut être un bon exemple pour les nombreux outils économiques qui, sans répondre à la logique de marché, peuvent induire efficacité et bonnes pratiques, tout en s'inscrivant de manière cohérente dans un cadre de gouvernance démocratique durable de l'eau, selon une approche fondée sur les droits de l'homme.

39. Les banques d'eau de la Californie ou les centres d'échanges d'Espagne pourraient également être de bons exemples. Le fait que c'est l'organisme public qui en est chargé et non une dynamique de marché libre qui fixe la compensation économique pour la reprise des droits de concession permet de maintenir un contrôle efficace de l'eau comme bien public, et d'éviter ainsi des prix exorbitants et de favoriser une régulation adéquate, qui doit garantir, d'une part, les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement de ceux qui vivent les sécheresses dans des situations de plus grande vulnérabilité, d'autre part, la transparence, la durabilité et la compensation des impacts sur des tiers et des territoires. Ainsi, le Rapporteur spécial considère que ces types d'institutions peuvent être appropriés, du point de vue de la gouvernance démocratique de l'eau, pour améliorer la gestion des pénuries dans les cycles de sécheresse.

III. Financiarisation de l'eau

40. Ces dernières décennies, les banques et les grandes institutions financières ont occupé des espaces de plus en plus importants dans l'économie et dans la vie des populations, passant d'institutions qui fournissent des services de prêt et d'épargne aux entreprises et aux particuliers à des institutions qui régissent et dominent l'économie dans son ensemble dans le cadre du processus de financiarisation. D'institutions au service de l'activité productive, elles en sont venues à l'orienter selon une logique spéculative fondée sur le principe de la maximisation des profits à court terme, ce qui perturbe souvent le développement productif et l'intérêt public. À cet égard, il serait bon de rappeler les impacts qu'ont eus la bulle immobilière et la bulle des prix alimentaires de 2008 sur les économies des ménages et l'économie mondiale. Ce processus de financiarisation transforme la dette en titres financiers qui se multiplient entre les mains des banques et des institutions financières, qui deviennent dès lors des émetteurs de nouveaux produits financiers dans un contexte de mesures réglementaires rares et inefficaces. En résumé, ce réseau complexe et puissant d'institutions financières finit par émettre des dettes et des produits financiers comme s'il s'agissait de monnaie, sans contrôle effectif des États et des banques centrales concernés et sans garantie de richesses réelles à l'appui. En 2014, le cabinet de conseil McKinsey & Company a estimé la dette mondiale à 199 000 milliards de dollars, soit 287 % du produit intérieur brut mondial⁶.

41. Dans ce contexte, l'entrée de l'eau sur les marchés à terme est très significative et préoccupante, tout comme la financiarisation des infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Ces deux questions sont analysées dans le rapport, notamment du point de vue du respect des droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement des plus démunis.

⁶ McKinsey & Company, « Debt and (not much) deleveraging » (février 2015), p. 25.

A. Marchés à terme

1. L'eau sur les marchés à terme

42. Les marchés à terme sont des espaces où producteurs, grands distributeurs et consommateurs négocient et signent des contrats à terme pour des produits agricoles et tout un ensemble de matières premières. Traditionnellement, sur ces marchés à terme, distributeurs et producteurs cherchent à réduire les risques liés aux incertitudes de l'avenir, pour déterminer et stabiliser les prix à terme. Les contrats à terme peuvent être négociés ou achetés et vendus, comme c'est le cas pour les actions, sur des marchés où les processus spéculatifs sont alimentés.

43. Le 7 décembre 2020, pour la première fois dans l'histoire, un indice à terme négociable sur le prix de l'eau a été lancé à la Bourse de Chicago adossé à l'indice Nasdaq Veles California Water sous le symbole NQH2O. Nasdaq a créé l'indice NQH2O en partenariat avec Veles Water Limited. Les données utilisées sont fournies par WestWater Research, société de conseil économique spécialisée dans les services de conseil sur les transactions de droits d'usage de l'eau. Les contrats à terme adossés à l'indice Nasdaq Veles California Water sont présentés comme un outil innovant pour gérer les changements climatiques en assurant la transparence, la détermination des prix et le transfert de risque.

44. Étant donné qu'il s'agit du premier marché à terme de l'eau, aucune donnée n'est disponible. Mais, comme il y a eu des marchés à terme pour les produits alimentaires de base, le Rapporteur spécial tiendra compte des implications qu'ils ont pu avoir pour mieux comprendre ce que l'on peut attendre des marchés à terme lorsqu'il s'agit de gérer des produits de base dont dépendent les populations pour l'exercice de leurs droits de l'homme et la satisfaction de leurs besoins essentiels.

2. Évolution historique des marchés à terme

45. Tout au long de l'histoire, l'anticipation de pénuries de produits spécifiques a donné lieu à des opérations de spéculation visant à acheter des droits à l'avance, dans la perspective d'une hausse des prix, que le spéculateur pourrait même encourager en proportion de sa capacité de thésaurisation. L'offre d'augmentation de prix fait partie de ce que l'on appelle la détermination des prix et elle est considérée comme une fonction positive de la spéculation, dans la mesure où elle permet aux acteurs économiques de se préparer à ce que l'avenir leur réserve. Jusque dans les années 1990, les marchés à terme avaient raisonnablement bien rempli les fonctions de réduction des risques, de détermination et de stabilisation des prix. Mais depuis les années 1990, des changements substantiels sont intervenus, dont deux facteurs qui favorisent la financiarisation des matières premières, y compris des produits agricoles.

46. Premièrement, on note, depuis le milieu des années 1990, l'inclusion des matières premières dans les portefeuilles des grands investisseurs. À cette époque, l'évolution des prix des matières premières n'avait pas de lien significatif avec la valeur des actions et des obligations sur les marchés boursiers. Ainsi, l'investissement dans les contrats à terme sur les matières premières pouvait compenser les risques liés à la chute de la valeur des actions et des obligations. En outre, les rendements à long terme des matières premières étaient comparables à ceux des actions sur le marché boursier. Les matières premières permettaient par ailleurs aux investisseurs de se prémunir contre l'inflation du fait de leur corrélation positive, de sorte que si l'inflation augmentait, les prix des matières premières suivaient, ce qui augmentait les profits sur ces marchés en période de forte inflation. Les contrats à terme sur les matières premières sont devenus partie intégrante de produits financiers complexes, aux côtés d'autres actifs qui n'ont rien à voir avec eux, comme les actions, les obligations et les devises, l'objectif étant de compenser les risques pour les investisseurs.

47. Deuxièmement, la déréglementation financière a ouvert un large espace pour un commerce parallèle sans contrôle réglementaire et permis aux banques et autres acteurs financiers puissants de se lancer dans la spéculation sur les matières premières. L'adoption en 2000 aux États-Unis de la *Commodity Futures Modernization Act* (Loi sur la modernisation des contrats à terme sur les matières premières) a dispensé les contrats à terme sur l'énergie et les denrées alimentaires (et autres produits dérivés) de toute surveillance officielle. Des transactions importantes (par exemple, les « swaps [échanges financiers] ») pouvaient être négociées sans aucun contrôle, hors des marchés boursiers, dans des espaces parallèles (les marchés « de gré à gré » par exemple). Depuis le début des années 1990, la Chicago Board of Trade (CBOT) (Bourse de commerce de Chicago) a augmenté les limites des options spéculatives sur ses marchés agricoles, de 600 contrats par matière première, limite en vigueur depuis des décennies, à 22 000, 10 000 et 6 500 pour le maïs, le soja et le blé, respectivement, en 2005. En 2004, la Securities and Exchange Commission des États-Unis a autorisé les banques à utiliser des fonds empruntés pour développer leurs activités sur les marchés agricoles. Dans ce contexte, même les institutions bancaires réglementées ont fini par effectuer des opérations dans ce qu'on appelle l'espace bancaire parallèle.

48. Il convient de garder à l'esprit que tandis qu'avant 2004 environ, les agriculteurs, l'industrie agroalimentaire, les distributeurs et les négociants de produits agricoles dominaient la part des contrats à terme, les investisseurs institutionnels, mus par une logique spéculative, en sont venus à contrôler, avec ces changements, les marchés à terme des produits alimentaires. Ainsi, la logique de la spéculation à court terme et de la maximisation des profits pour les spéculateurs a fini par prendre le dessus⁷.

3. Bulle spéculative des prix des denrées alimentaires de 2008

49. Au début des années 2000, une stratégie spéculative s'est mise en place, dans laquelle les spéculateurs institutionnels se sont mis à acheter systématiquement des contrats à terme, qu'ils renouelaient à des prix de plus en plus élevés à l'expiration des contrats. Ils ont ainsi établi ce que l'on appelle un « marché contango », dans lequel les prix à terme sont plus élevés que ceux des marchés au comptant, où les produits de base physiques peuvent s'acheter et se vendre. Dans cette dynamique, les investisseurs achètent à des prix de plus en plus élevés dans l'espoir que ces prix continueront d'augmenter et qu'ils pourront gagner plus d'argent, tandis que les consommateurs industriels de matières premières achètent également, mais poussés par la crainte que les prix soient plus élevés dans l'avenir.

50. Sur la base de cet ensemble complexe, opaque et non réglementé d'instruments financiers, la stratégie spéculative repose sur la force du marché, c'est-à-dire sur la force générée par les attentes d'une hausse de valeurs spécifiques, induites par de puissantes stratégies spéculatives qui éclipsent les signaux de prix provenant des marchés directs des matières premières. C'est ainsi que s'est installé, en 2008, ce cercle vicieux de la hausse des prix qui a généré la bulle spéculative susmentionnée.

51. Des études ont été publiées sur la crise alimentaire de 2008, et ont justifié la croissance accélérée des prix agricoles par la demande croissante de matières premières de la Chine et le détournement de denrées alimentaires, comme le maïs, pour produire de l'éthanol. Cependant, l'ancien Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter, a eu une analyse différente⁸. D'après lui, bien que

⁷ Voir V. Shanmugam et P. Armah, « Impact of U.S. financial market deregulation on commodity derivatives market: an overview », *SSRN Electronic Journal*, 10.2139/ssrn.2975264 (2017).

⁸ Olivier de Schutter, « Spéculation agricole et flambée des prix alimentaires. Réguler pour réduire les risques de volatilité », note d'information n° 02 du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (septembre 2010), p. 3.

les causes soient multiples, la hausse accélérée des prix des denrées alimentaires et leur volatilité ne peuvent s'expliquer que par la spéculation sur les marchés à terme, avec pour conséquence l'apparition d'une bulle spéculative. De fait, les investissements spéculatifs dans les fonds indiciels cotés de matières premières (paniers de matières premières) sont passés de 13 milliards de dollars en 2003 à 317 milliards de dollars en 2008.

52. Depuis lors, un consensus s'est progressivement dégagé en accord avec l'analyse de M. de Schutter, tant au sein des institutions internationales, y compris à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies, que dans la communauté scientifique internationale, appelant à la surveillance et à la transparence des marchés des matières premières et recommandant un effort conscient d'intervention pour dégonfler et éviter les bulles spéculatives⁹.

53. En 2008, l'allocution prononcée par un expert renommé des marchés financiers, Michael W. Masters, devant la Commission du Sénat sur la sécurité intérieure et les affaires gouvernementales des États-Unis était particulièrement intéressante, claire et pédagogique : « Les prix des produits de base ont augmenté plus... que jamais dans l'histoire des États-Unis... Mais aujourd'hui... l'offre est abondante : il n'y a pas de file d'attente dans les stations-service et il y a beaucoup de nourriture sur les étagères... Ce que nous avons vécu, c'est un choc de la demande de la part d'une nouvelle catégorie de participants sur les marchés à terme des matières premières : les investisseurs institutionnels. »¹⁰.

54. Par ailleurs, comme le montre un nombre croissant d'études parues dans des publications scientifiques prestigieuses, ce qui est empiriquement établi et préoccupant, c'est que, lorsque les spéculateurs font grimper les prix à terme, les effets se font immédiatement sentir sur les prix au comptant des matières premières¹¹.

55. Au total, en 2005, les prix des produits de base agricoles ont commencé à augmenter et, en trois ans seulement, ils ont augmenté de 83 %. Selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, entre 2005 et 2008, le prix du maïs a triplé, celui du blé a augmenté de 127 % et celui du riz de 170 %¹².

56. Les conséquences de cette évolution des prix des denrées alimentaires ont été catastrophiques, dans la mesure où elle a porté atteinte à l'autosuffisance alimentaire et au droit à l'alimentation des plus démunis. Selon la Banque mondiale, la hausse des prix de 2007 et 2008 a fait basculer entre 130 et 150 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté. Les conséquences ont été particulièrement

⁹ Voir Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, « Formation des prix sur les marchés financiarisés des produits de base : le rôle de l'information », UNCTAD/GDS/2011/1 (2011) ; Nations Unies, « Les experts soulignent la nécessité d'une volonté politique pour mettre fin à la spéculation excessive sur les marchés des produits de base alors que l'Assemblée générale tient un débat thématique sur la volatilité des prix », GA/11223, 11 avril 2012 ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Réunion conjointe extraordinaire intersession du Groupe intergouvernemental sur les céréales et du Groupe intergouvernemental sur le riz, rapport final du Comité des produits (2010), disponible à l'adresse www.fao.org/fileadmin/templates/est/COMM_MARKETS_MONITORING/Grains/Documents/FINAL_REPORT.pdf.

¹⁰ Voir Michael W. Masters, « Testimony before the Committee on Homeland Security and Governmental Affairs », Sénat des États-Unis, 20 mai 2008.

¹¹ Camille Ait-Youcef, « How index investment impacts commodities: a story about the financialization of agricultural commodities », *Economic Modelling*, vol. 80 (août 2019), p. 23 à 33.

¹² Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, « La crise des prix des denrées alimentaires de 2008 : repenser les politiques de sécurité alimentaire », série des Discussion Papers du G-24, n° 56 (juin 2009) p. 1.

graves dans les pays les plus pauvres, avec de graves émeutes en réaction à ces hausses de prix¹³.

4. Similitudes et différences entre marchés de l'eau et marchés alimentaires

57. Les marchés existants sur lesquels sont négociés les contrats à terme sur les denrées alimentaires et l'eau sont certes différents, mais ils présentent aussi des similitudes.

58. Les marchés de droits d'usage de l'eau qui sous-tendent les marchés à terme opérant en Californie depuis plusieurs décennies sont sensiblement différents des marchés alimentaires directs. Les marchés alimentaires peuvent se déplacer dans des contextes mondiaux, d'un pays à l'autre ou entre les continents. Cependant, en raison des coûts élevés qu'ils entraînent, les transferts de droits d'usage de l'eau ont lieu entre utilisateurs ou acteurs d'un même bassin ou de bassins reliés par des infrastructures de transfert d'eau. L'eau en bouteille et l'eau virtuelle, dans des produits de consommation de toutes sortes, sont des exceptions qui ne sont pas examinées dans le présent rapport. En revanche, l'eau est dans une bien plus large mesure tributaire du cycle naturel de l'eau dans un territoire, ce qui nécessite une approche de gestion des écosystèmes qui va à l'encontre de la gestion de l'eau comme marchandise. En outre, les droits d'usage de l'eau comme bien public sont souvent soumis à des normes réglementaires et à des priorités éthiques et juridiques, ce qui rend leur marchandisation difficile. En tout état de cause, comme on l'a noté, la marchandisation et la financiarisation de l'eau affaiblissent les systèmes de concession, favorisent la dissociation de l'eau de toute autre valeur en jeu, brouillent les priorités éthiques, sociales et environnementales, et relèguent les valeurs et fonctions non productives pour faciliter la marchandisation et la financiarisation de l'eau.

59. Pour ce qui est des similitudes, le cadre dans lequel fonctionnent les marchés à terme de l'eau et des denrées alimentaires est le même cadre mondial. Les marchés à terme ne sont pas des marchés très connus et utilisés quotidiennement. Comme pour les contrats à terme sur les denrées alimentaires, les contrats à terme sur l'eau, intégrés dans des produits financiers complexes, sont négociés par des processus automatisés et hypertechniques dans lesquels de puissants investisseurs opèrent souvent de manière opaque, hors de tout contrôle officiel. Dans ces conditions, la rhétorique sur la transparence de la détermination des prix pour les investisseurs moins puissants est une chimère ; ils seront simplement guidés par les signaux venant des stratégies spéculatives à l'œuvre. Les contrats à terme sur l'eau, comme les contrats à terme sur les denrées alimentaires, étant soumis aux mêmes stratégies spéculatives, on peut s'attendre à des phénomènes et des dynamiques similaires. Enfin, l'eau et la nourriture sont liées aux droits de l'homme et aux besoins fondamentaux dont dépendent la vie et la dignité de milliards de personnes démunies. Par conséquent, la simple possibilité que la gestion de l'eau sur les marchés à terme puisse générer une flambée et une volatilité des prix semblables à celles générées pour les denrées alimentaires devrait, à tout le moins, susciter des inquiétudes et motiver des mesures préventives en application de principes de précaution.

60. Compte tenu des différences décrites entre les marchés de l'eau et les marchés des denrées alimentaires, le cadre territorial très limité dans lequel les marchés de l'eau peuvent opérer avec une variabilité du régime pluviométrique annuel peut générer des interférences qui dissocient les tendances établies par les marchés à terme et ce qui se passe sur les marchés du territoire. Ce problème et d'autres peuvent faire échouer cette première tentative d'introduire l'eau dans les marchés à terme, mais il

¹³ Banque mondiale, *Perspectives de l'économie mondiale 2009 : produits de base au carrefour* (Washington, 2009), p. 49.

n'est pas dans l'intention ou ce n'est pas la mission du Rapporteur spécial d'évaluer ces risques ; il doit plutôt évaluer ceux qui ont une incidence réelle sur les droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement lorsque l'eau est gérée selon des stratégies spéculatives. Sans aucun doute, ces risques, même si ce ne sont pas des certitudes, sont aussi graves qu'inacceptables.

5. Enseignements tirés des marchés à terme de denrées alimentaires

61. Les contrats à terme sur l'eau, comme les contrats à terme sur les denrées alimentaires, peuvent être regroupés avec d'autres contrats à terme sur les produits de base dans ce que l'on appelle un indice (un panier de contrats à terme), aux côtés des contrats à terme sur la compensation des émissions de carbone, la compensation de la biodiversité et autres, pour être négociés comme un fonds de solutions naturelles aux changements climatiques¹⁴. Le volume des échanges de contrats à terme sur l'eau pourrait par la suite augmenter de manière significative. Les investisseurs qui ne souhaitent pas investir dans un contrat à terme sur l'eau, contrat à terme politiquement controversé et dont le chiffre d'affaires n'est guère important, pourraient investir indirectement dans des contrats à terme sur l'eau avec un fonds indiciel de solutions naturelles, bien promu par une campagne de marketing sur les changements climatiques attrayante pour les grands fonds d'investissement. Si cela devait se produire, la dynamique qu'un tel investissement imposerait à l'indice des solutions naturelles devrait influencer sur l'évolution des prix de l'eau, comme on l'a vu pour les denrées alimentaires. Dans le monde de l'investissement en fonds indiciels, la réalité sous-jacente de l'offre et de la demande, en l'occurrence pour l'eau sur le territoire, est moins importante que l'argent investi dans le fonds dans lequel le contrat à terme sur l'eau est intégré.

62. Dans ce contexte, bien que la portée du marché des droits d'usage de l'eau soit limitée, en l'occurrence pour la Californie, le cadre dans lequel les contrats à terme sur l'eau fonctionneront est mondial. L'expérience des dernières décennies sur les marchés à terme des denrées alimentaires et d'autres produits de base a montré que, loin de stabiliser les prix, la dynamique spéculative dominante, apparue depuis la déréglementation, tend à accroître leur volatilité et à générer des bulles spéculatives. Cette situation résulte d'une dynamique qui a peu à voir avec les attentes bien fondées de disponibilité ou de rareté des produits en question, mais davantage avec les tendances dictées par la force du marché déterminée par les stratégies des spéculateurs les plus à même de profiter de la volatilité des prix, d'absorber les pertes commerciales et de promouvoir de nouvelles stratégies.

63. Si la dynamique spéculative des marchés à terme devait avoir un impact sur le prix de l'eau sur le terrain, comme on l'a vu pour les denrées alimentaires, ces coûts devraient se répercuter sur les redevances d'eau et d'assainissement, ce qui augmenterait le risque de non-paiement et de coupures d'eau parmi les plus pauvres et, par conséquent, des violations des droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement. Dans les transactions entre zones agricoles et zones urbaines qui se produisent souvent, en l'occurrence en Californie, surtout en période de sécheresse, les augmentations de prix pourraient aller des 0,07 dollar par m³ que les agriculteurs californiens peuvent payer actuellement à plus d'un dollar par m³, si l'on prend le coût du dessalement comme référence.

64. Les stratégies fondées sur la conceptualisation de l'eau comme marchandise et l'argument du marché libre comme moteur de l'intérêt public ont ouvert la voie à l'application à l'eau de la logique spéculative qui préside à la financiarisation de

¹⁴ Steve Suppan, « Futurisation des prix de l'eau : comment, pourquoi et qui peut en bénéficier ? », Institute for Agriculture and Trade Policy, 9 mars 2021.

l'économie. Bien que cette question n'ait pas encore été suffisamment étudiée dans notre société, le récent exercice mené par ONU-Eau à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau a permis de relever un rejet large et explicite de la marchandisation et de la financiarisation de l'eau. Le Rapporteur spécial estime qu'il importe de promouvoir ce débat et d'ouvrir un espace de réflexion avant de prendre de nouvelles mesures dans ce sens.

65. Dans le cadre d'un tel débat, en réfléchissant sur les enseignements qui ressortent de l'expérience des marchés à terme sur les denrées alimentaires, il convient de rappeler que les arguments qui ont été utilisés à l'époque pour libéraliser la spéculation sur les denrées alimentaires sont les mêmes invoqués aujourd'hui pour justifier l'entrée de l'eau sur les marchés à terme. Compte tenu des incidences que les stratégies spéculatives ont eues et ont encore sur les droits de l'homme à l'alimentation des plus démunis, le Rapporteur spécial juge essentiel de prendre en considération cette expérience pour prévenir ce qui pourrait arriver avec les marchés à terme de l'eau, notamment en ce qui concerne les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement.

6. La voie à suivre : stratégies pour faire face aux risques de pénurie liés aux changements climatiques

66. L'entrée de l'eau sur les marchés à terme est justifiée comme un moyen de mieux gérer les pénuries créées par les cycles de sécheresse qu'aggravent les changements climatiques. Si les sécheresses ont une incidence négative sur toutes les utilisations et la société tout entière, elles mettent particulièrement en péril les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement des plus démunis. Le Rapporteur spécial fera donc le point sur quelques mesures clefs recommandées pour prévenir et gérer efficacement les pénuries dues à la sécheresse et précisera que ces mesures n'ont rien à voir avec les stratégies spéculatives qui induisent par ailleurs des risques inacceptables pour la réalisation des droits de l'homme, comme le montrent leurs impacts sur la faim dans le monde.

67. Les États ont l'obligation de prévenir les risques liés aux changements climatiques en cours et de réduire au minimum la vulnérabilité de la société dans son ensemble, notamment des plus démunis. Les mesures proposées par les experts et les grandes institutions internationales ne reposent pas sur la spéculation sur les marchés à terme, mais visent essentiellement à promouvoir, dans un contexte de gouvernance démocratique, des stratégies participatives d'adaptation aux changements climatiques qui favorisent une approche fondée sur les droits de l'homme, et comprennent des mesures telles que les suivantes :

- a) Concevoir et promouvoir une planification hydrologique, territoriale et urbaine afin de renforcer la résilience environnementale et sociale face à la sécheresse ;
- b) Restaurer les écosystèmes aquatiques ;
- c) Mettre fin à l'exploitation excessive des aquifères et permettre qu'ils soient utilisés comme réserves naturelles stratégiques qui faciliteront la gestion des sécheresses à venir ;
- d) Promouvoir des processus de consultation publique pour jeter les bases de l'adaptation des droits de concession aux nouvelles réalités imposées par les changements climatiques ;
- e) Mettre au point des stratégies modulaires pour produire de manière flexible une eau de qualité, adaptée aux cycles de sécheresse, grâce aux nouvelles technologies et aux énergies renouvelables, comme le dessalement de l'eau de mer des zones côtières dans les installations d'osmose inverse ;

f) Renforcer le système de concession avec des institutions publiques transparentes (banques d'eau, par exemple) pour négocier la reprise des droits d'usage de l'eau avec une compensation équitable et les réattribuer pendant les périodes de sécheresse, dans le cadre de réglementations sociales et environnementales appropriées ;

g) S'agissant d'un aspect souvent oublié ou considéré comme allant de soi, il convient, en ces circonstances difficiles, d'accorder effectivement la priorité aux droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement, en particulier de ceux qui vivent dans la plus grande vulnérabilité.

B. Financiarisation des infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène

1. Financiarisation des infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène pendant la pandémie de maladie à coronavirus

68. La financiarisation des infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène est une autre source de préoccupation. Comme expliqué plus haut, traditionnellement, les investissements dans les grandes infrastructures d'eau étaient considérés comme une obligation de l'État, nécessitant des budgets publics et des prêts publics à faible coût. En revanche, aujourd'hui, les acteurs financiers et les fonds d'investissement liés à l'eau sont de plus en plus soumis à une pression pour acheter, construire et/ou gérer des infrastructures hydrauliques. En réalité, cette tendance a un impact négatif sur les services d'eau et d'assainissement parce qu'elle les rend généralement plus chers et parce qu'elle conduit à privilégier des stratégies spéculatives à court terme qui profitent davantage aux investisseurs qu'aux ménages, reléguant au second plan les droits de l'homme des plus démunis. C'est ce qui semble s'être produit avec Thames Water lorsque la banque Macquarie a pris le contrôle de ce grand opérateur britannique en 2006, empruntant 2,8 milliards de livres pour réaliser un achat de 5,1 milliards de livres. Alors que les dettes de la société ont grimpé et que la maintenance et la prestation de services se sont détériorées, les bénéfices des actionnaires sont montés en flèche. La direction de Macquarie a utilisé Thames Water pour emprunter 2 milliards de livres au profit de la banque et de ses investisseurs. Lorsque Macquarie a vendu Thames Water en 2017, l'ingénierie financière a laissé une entreprise endettée et les tarifs les plus élevés au Royaume-Uni pour ses 15 millions d'utilisateurs¹⁵.

69. Le Rapporteur spécial rappelle qu'en 2008, après l'éclatement de la bulle financière immobilière et la crise économique qui s'en est suivie, la stratégie qui a prévalu dans le monde a consisté à sauver les plus grandes entreprises financières avec des fonds publics colossaux (par exemple, 29 000 milliards de dollars de prêts d'urgence à taux ultra-bas de la Banque fédérale de réserve des États-Unis). Les gouvernements, après avoir accordé des crédits sans condition aux principaux responsables de la crise, ont ensuite mis en œuvre des stratégies d'« austérité » qui ont affaibli les capacités des États à répondre aux besoins fondamentaux de la population. L'impact de ces stratégies a été particulièrement ressenti presque partout dans le monde par les municipalités, qui ont été soumises à une véritable « anorexie » financière. La crise des finances municipales a ouvert un espace pour la privatisation des services d'eau et d'assainissement. Les grands opérateurs privés, en plus de gérer ces services pendant de longues périodes, ont commencé à couvrir les fonctions de crédit des municipalités lorsque ces dernières n'étaient pas autorisées par la loi

¹⁵ Maude Barlow, *Blue Future: Protecting Water for People and the Planet Forever* (Toronto, House of Anansi Press, 2013), p. 114.

d'emprunter de l'argent auprès des banques. Le paiement demandé aux opérateurs privés, au titre de la redevance de concession lors de la signature du contrat de gestion, représente en réalité, pour les municipalités, un crédit qui est facturé aux utilisateurs tout au long de la période de concession.

70. Aujourd'hui, en pleine crise économique aggravée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), l'idée que les fonds publics disponibles sont insuffisants pour développer les infrastructures que les plans d'adaptation aux changements climatiques exigent conduit à l'argument dit du « déficit financier » – qui vise à justifier la mise en œuvre de stratégies de financement privé pour relever les défis socioenvironnementaux liés aux droits de l'homme dans le cadre de ce que l'on appelle les stratégies vertes de lutte contre les changements climatiques.

71. Les risques liés aux changements climatiques, en particulier pour les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, sont incontestablement réels, comme l'a analysé le Rapporteur spécial dans le document [A/HRC/48/50](#). En revanche, ce qui est pour le moins discutable, c'est l'argument selon lequel un déficit financier public devrait être comblé par l'injection de capitaux financiers privés dans les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène, dont dépendent les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement et les coûts de ces services.

2. La voie à suivre : tirer les enseignements de la pandémie de maladie à coronavirus pour lutter contre les changements climatiques

72. Aujourd'hui, après l'échec (jamais reconnu explicitement) des stratégies d'austérité mises en œuvre au lendemain de la crise financière de 2008 et leurs conséquences tragiques (à savoir l'aggravation de la pauvreté et des inégalités), les stratégies sur la table sont très différentes. Ce qui était un anathème en 2008 est aujourd'hui la clef pour surmonter la crise actuelle : la disponibilité d'énormes fonds publics pour relancer les économies nationales et l'économie mondiale dans ce que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a qualifié de financement d'une nouvelle donne écologique mondiale. Comment justifier dans ce contexte l'argument du déficit financier des services de base d'intérêt public, comme les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène, face aux défis des changements climatiques ?¹⁶ Ne considère-t-on pas comme prioritaire d'utiliser une partie de ces fonds publics pour financer des stratégies d'adaptation aux changements climatiques et garantir ainsi les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement ?

73. À cet égard, le Rapporteur spécial propose qu'une réflexion soit menée sur l'un des enseignements que le monde doit tirer de la pandémie de COVID-19, à savoir le consensus général sur la nécessité de renforcer les systèmes de santé publique, dans le cadre d'un effort collectif à but non lucratif visant à protéger la santé de chacun. Sur cette question, personne ne parle de déficit financier public. Le monde est confronté à un défi démocratique qui touche tout le monde et nécessite un effort public important. À cet égard, il importe de rappeler que les services d'eau et d'assainissement sont la pierre angulaire de la santé publique et méritent d'être intégrés dans ce consensus et cette approche. Ainsi, il est nécessaire et possible pour les budgets nationaux et les institutions financières publiques internationales de donner la priorité au financement des investissements nécessaires dans les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène, tant pour s'adapter aux changements climatiques que pour renforcer les systèmes de santé publique. Un plan d'investissement public pluriannuel, qui accorde une attention particulière aux institutions locales, devrait permettre de combler le déficit financier des services et

¹⁶ Voir Richard Kozul-Wright, « How to finance a Global Green New Deal », Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 7 novembre 2019.

infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène pour atteindre l'objectif de développement durable 6. Il sera nécessaire d'intégrer cette approche dans le débat mondial en cours sur les systèmes budgétaires, à promouvoir dans un contexte où les finances publiques, en particulier les finances locales, doivent être renforcées pour relever le défi de la mise en place d'une gouvernance démocratique de l'eau.

IV. Conclusions et recommandations

74. L'eau, en tant que facteur clef de la vie en général et, en particulier, de la vie et de la dignité humaines, devrait être considérée comme un bien public, comme énoncé dans l'observation générale n° 15 (2002) du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, et être gérée selon une approche fondée sur les droits de l'homme qui garantit la durabilité des écosystèmes aquatiques.

75. L'eau a de multiples fonctions et utilisations qui génèrent des valeurs liées à des catégories éthiques de différents niveaux de priorité, qui doivent être alignées sur les priorités légales de ces utilisations et fonctions. L'eau pour la vie, liée aux fonctions et aux utilisations qui soutiennent la vie et la dignité humaine, doit avoir la plus haute priorité ; l'eau destinée aux activités et aux services d'intérêt public doit être gérée à un deuxième niveau de priorité, au-dessus des intérêts privés ; l'eau pour le développement économique, qui génère des profits légitimes, constitue un troisième niveau de priorité ; et les utilisations de l'eau qui mettent en danger la vie et la santé publique doivent être proscrites.

76. La complexité et la nature des valeurs en jeu, l'approche écosystémique visant à assurer la durabilité environnementale, les priorités éthiques qui doivent être alignées sur des mesures juridiques appropriées et le respect effectif des droits de l'homme surpassent les capacités de la logique de marché et appellent une gouvernance démocratique de l'eau.

77. Les utilisations productives de l'eau doivent être intégrées au cadre général de la gestion de l'eau, à l'aide d'outils économiques, de stratégies tarifaires et d'institutions qui encouragent une utilisation responsable et rationnelle et tiennent compte des fondements de la gouvernance démocratique de l'eau, à savoir durabilité, priorité des droits de l'homme, intérêt public et participation publique. Concevoir et gérer l'eau comme une marchandise ou comme un actif financier remet en cause sa perception comme un bien public et favorise sa privatisation progressive, va à l'encontre de la logique de l'intérêt public, marginalise la durabilité des écosystèmes aquatiques et met en danger la vie, la dignité et les droits de l'homme de ceux ou celles qui sont en situation de vulnérabilité et vivent dans la pauvreté.

78. La variabilité croissante de la pluviométrie, le risque de sécheresses plus longues et plus intenses et la diminution des débits disponibles en raison des changements climatiques en cours constituent une menace sérieuse pour les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement des plus démunis. Dans ce contexte, des stratégies d'adaptation aux changements climatiques durables et fondées sur les droits de l'homme s'imposent. Favoriser la marchandisation de l'eau et donner la priorité aux utilisations productives au détriment du respect des droits de l'homme, de la durabilité des écosystèmes et de l'intérêt public n'est pas la voie à suivre.

79. Les marchés à terme ne sont pas non plus un outil approprié pour améliorer la gestion des sécheresses à venir exacerbées par les changements climatiques. De fait, ils devraient aggraver la vulnérabilité de ceux ou celles qui vivent dans la pauvreté et augmenter le risque de non-respect de leurs droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement. Les marchés à terme ont été institués il y a des années comme un outil devant permettre de déterminer à l'avance et de stabiliser les prix des produits

alimentaires. Après deux décennies d'expérience, il a été démontré empiriquement que les stratégies spéculatives qui régissent les marchés à terme déclenchent la volatilité des prix et produisent des hausses et des bulles spéculatives aux conséquences catastrophiques pour les plus démunis.

80. Les stratégies spéculatives qui régissent les marchés à terme des denrées alimentaires régiront également les marchés à terme de l'eau ; les indices financiers dans lesquels les marchés à terme de l'eau seront regroupés seront similaires à ceux qui fonctionnent pour les denrées alimentaires ; et tous deux sont des biens socialement sensibles dont dépendent les droits de l'homme, la vie et la dignité de milliards de personnes démunies. L'expérience des marchés à terme des denrées alimentaires constitue donc un point de référence important pour anticiper ce qui pourrait se passer avec l'eau.

81. Depuis la fin du vingtième siècle, ceux qui ont dominé ces marchés à terme sont les banques et de puissants acteurs financiers qui ne sont ni producteurs, ni opérateurs économiques, ni consommateurs ; et, pour ce qui est de l'eau, ils ne sont ni agences publiques de l'eau, ni agriculteurs, ni industriels, ni municipalités, ni détenteurs de droits d'usage de l'eau. Il s'agit de puissantes sociétés financières qui se contentent d'investir dans des contrats à terme et de profiter de la volatilité des prix qu'alimentent leurs propres stratégies spéculatives, avec une grande marge de manœuvre pour agir dans l'ombre. Avec l'eau, comme on l'a vu pour les denrées alimentaires, le risque est que la dynamique spéculative alimente les hausses de prix, les bulles et la volatilité, avec de graves répercussions sur les économies les plus vulnérables, la durabilité des écosystèmes et, surtout, les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, et une incidence sur les prix que de nombreuses familles démunies ont du mal à payer.

82. La dure expérience de la pandémie de COVID-19 a fait naître un consensus général sur la nécessité de renforcer les systèmes de santé publique, défi démocratique qui doit être relevé par un effort public sans précédent, sans but lucratif, qui ne laisse personne de côté et qui doit intégrer les services d'eau et d'assainissement comme pierre angulaire de la santé publique. Dans ce contexte, le Rapporteur spécial se félicite du changement de stratégie socioéconomique qui s'opère. Contrairement à la stratégie d'austérité imposée en 2008, une grande quantité de fonds publics est disponible pour faire face à la pandémie et mettre en œuvre ce qui est présenté comme le Nouveau Pacte vert mondial du XXI^e siècle. Dans ce contexte, l'affectation prioritaire de fonds publics au renforcement des systèmes de santé publique et des services d'eau et d'assainissement est un impératif démocratique. Continuer à parler de déficit financier dans les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène n'est pas acceptable et ne peut être compris que comme un argument dangereux pour justifier les stratégies de financiarisation des infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène, qui rendraient les services inabordables pour les 2,2 milliards de personnes démunies qui n'ont pas d'eau potable et les 4,2 milliards qui n'ont pas d'assainissement.

83. Face à la pression croissante en faveur de la marchandisation et de la financiarisation de la gestion de l'eau et des services d'eau et d'assainissement, il est plus que jamais nécessaire que tous les pays reconnaissent explicitement l'eau potable et l'assainissement comme des droits de l'homme, gèrent l'eau comme un bien public et encouragent l'adoption d'une législation globale sur l'eau selon le principe de durabilité et une approche fondée sur les droits de l'homme.

84. Enfin, face à la logique du marché et de la spéculation financière, selon laquelle ceux qui décident sont ceux qui possèdent la plus grande capacité économique, et face aux changements climatiques en cours, le défi à relever est de mettre en place une gouvernance démocratique de l'eau avec comme priorité les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement et la durabilité des écosystèmes aquatiques.

85. Le Rapporteur spécial recommande donc aux États d'adopter et de renforcer les cadres réglementaires relatifs aux contrats de concession de l'eau afin de gérer l'eau comme un bien public fondamental pour la vie et la santé, plutôt que comme une marchandise qui peut être échangée.

86. Ces cadres réglementaires devraient :

- a) Être alignés sur les droits de l'homme ;
- b) Promouvoir la durabilité des écosystèmes aquatiques ;
- c) Être établis et mis en œuvre de manière transparente, avec la participation des populations ;
- d) Renforcer le système des droits de concession avec les institutions publiques, comme les banques d'eau, pour reprendre les droits d'usage de l'eau contre une compensation équitable et les réattribuer en cas de crise de sécheresse aux personnes qui se trouvent en situation d'urgence.

87. Dans les pays où il n'existe pas de marché de l'eau (vente et achat libres de l'eau ou concessions de droits d'usage de l'eau), le Rapporteur spécial recommande aux États d'éviter d'en créer, mais de promouvoir la gestion de l'eau comme bien public, dans le cadre de systèmes de gouvernance publique démocratique, transparents et ouverts à la participation publique, en donnant la priorité aux droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, à la durabilité des écosystèmes et à l'intérêt public.

88. Dans les pays où les marchés de l'eau sont utilisés comme outil de gestion de l'eau, les États doivent organiser des processus de consultation publique, pour évaluer si ces marchés sont au service de l'intérêt public et pour déterminer s'ils doivent être supprimés ou réglementés plus strictement.

89. Cette évaluation doit tenir compte des éléments suivants :

- a) Les incidences sur le caractère abordable pour les personnes démunies de l'accès aux services et installations d'eau et d'assainissement ;
- b) La durabilité des écosystèmes aquatiques ;
- c) La transparence et le contrôle public grâce à des systèmes d'enregistrement public des contrats, des acheteurs, des vendeurs, de l'origine et des prix des ressources, entre autres, afin d'éviter les pratiques spéculatives et les prix exorbitants.

90. Étant donné la justification alléguée des marchés à terme comme outil de lutte contre les pénuries d'eau en période de sécheresse causée par les changements climatiques, le Rapporteur spécial non seulement rejette cet argument, mais recommande aussi aux États de respecter leurs obligations en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de planifier, concevoir et mettre en œuvre immédiatement des stratégies d'adaptation aux changements climatiques selon une approche fondée sur les droits de l'homme comme moyen efficace de lutter contre les pénuries d'eau sur fond des changements climatiques en cours.

91. Ces stratégies devraient inclure les éléments ci-après, mais sans s'y limiter :

- a) Processus participatif dans lequel toutes les personnes et tous les groupes concernés sont consultés ;
- b) Actualisation et adaptation des concessions de droits d'usage à la disponibilité de l'eau dans les scénarios de changements climatiques prévus ;

c) Cessation effective de l'exploitation excessive des aquifères pour qu'ils puissent fonctionner comme des réserves stratégiques en cas de sécheresse ;

d) Promouvoir une planification territoriale et hydrologique qui limite les demandes futures aux disponibilités prévisibles et réserve en priorité l'eau de meilleure qualité pour garantir le respect des droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement ;

e) Promouvoir des banques d'eau publiques dans les bassins fluviaux soumis à un stress hydrique.

92. Le Rapporteur spécial recommande en outre aux États de rendre compte des projets et des investissements dans les infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène visant à s'adapter aux changements climatiques selon une approche fondée sur les droits de l'homme, dans le cadre de la présentation annuelle de leur plan national d'adaptation au secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

93. Le Rapporteur spécial recommande aux États de prendre des mesures juridiques urgentes pour empêcher que l'eau comme bien public soit gérée sur les marchés à terme comme un actif financier selon la logique spéculative qui prévaut dans ces marchés, évitant ainsi les risques de volatilité des prix et de bulles spéculatives qui constituent une menace pour les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement de ceux qui vivent dans des conditions de pauvreté et de vulnérabilité, la durabilité des écosystèmes aquatiques et les économies les plus vulnérables.

94. À un moment clef où il convient de redoubler d'efforts pour atteindre l'objectif de développement durable 6 et où l'on relève un manque de fonds publics d'investissement dans les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (c'est-à-dire un déficit de financement), le Rapporteur spécial recommande à tous les États, notamment aux plus puissants, et à la Banque mondiale, dans le cadre des nouvelles stratégies de redressement socioéconomique après la pandémie de COVID-19, de donner la priorité aux fonds publics qui permettent de réaliser les investissements dans l'eau, l'assainissement et l'hygiène nécessaires pour atteindre l'objectif 6, en accordant une attention particulière à l'autonomisation des institutions locales et communautaires responsables des services d'eau et d'assainissement.

95. Après les douloureuses leçons de la pandémie de COVID-19 et conformément à la récente proposition de l'ancien Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation et de l'actuel Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté (voir [A/HRC/47/36](#)), le Rapporteur spécial recommande la création d'un fonds mondial de protection sociale pour protéger l'ensemble de la population mondiale contre de futures pandémies, fonds qui comprendrait, comme pierre angulaire de la santé publique, une protection financière pour garantir l'accès à l'eau potable et à l'assainissement des populations en situation de plus grande vulnérabilité et vivant dans la pauvreté.